

Observatoire de la Dissuasion

Bulletin mensuel

EMMANUELLE MAITRE
Observatoire sous la direction de
BRUNO TERTRAIS

FONDATION
pour la **RECHERCHE**
STRATÉGIQUE



SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	3
VEILLE	4
1. États-Unis	4
2. France	4
QUESTIONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES	5
1. Le « non-emploi en premier » chinois entre signalement stratégique, outil diplomatique et réalité dogmatique (1/3) Par Benjamin Hautecouverture	5
2. Penser l’escalade nucléaire : l’héritage de Proud Prophet Par Bruno Tertrais	8
QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES	11
1. Que savons-nous de l’Orechnik ? Par Emmanuelle Maitre	11
PUBLICATIONS ET SEMINAIRES	14
1. « Fact-checking » : un curieux document de Sciences Po Par Bruno Tertrais	14
CALENDRIER	16

Décembre 2024

AVANT-PROPOS

Ce bulletin entame un cycle d'analyse sur la posture de non-emploi en premier de la Chine, en discutant en particulier ses considérations diplomatiques et stratégiques.

Il se penche sur le missile de portée intermédiaire russe Orechnik, utilisé le 21 novembre dernier sur la ville de Dnipro.

Il évoque un exercice nucléaire tenu aux États-Unis en juillet 1983 et réfléchit à l'évolution du *wargaming* depuis la Guerre froide. Enfin, il mentionne la publication récente par Sciences Po d'un article mettant en cause la dissuasion nucléaire.

Ce bulletin est réalisé avec le soutien du Ministère des Armées. Les informations et analyses contenues dans ce document sont sous la seule responsabilité des auteurs et n'engagent ni le Ministère des Armées, ni aucune autre institution.

VEILLE

1. États-Unis

18 décembre 2024 : publication du rapport annuel du Pentagone sur les [développements militaires chinois](#)¹.

17 décembre 2024 : publication d'un nouveau [rapport du GAO](#) sur l'entreprise nucléaire américaine relevant largement les coûts de modernisation de la Triade².

2. France

17 décembre 2024 : exercice des forces aériennes stratégiques [Poker](#)³.

¹ « Military and Security Developments Involving the People's Republic of China », Annual Report to Congress, U.S. Department of Defense, 2024.

² United States Government Accountability Office, « Report to Congressional Committees, National Nuclear Security Administration: Assessments of Nuclear Weapon Acquisitions », décembre 2024.

³ Etienne Marcuz, X, 17 décembre 2024.

QUESTIONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES

1. **Le « non-emploi en premier » chinois entre signalement stratégique, outil diplomatique et réalité dogmatique (1/3)⁴**

Par Benjamin Hautecouverture

L'insistance renouvelée de la diplomatie chinoise sur le non-usage en premier de l'arme nucléaire (« *no first use* », acronyme anglo-saxon NFU) a donné lieu à l'échange de nombreux arguments depuis le lancement du cycle d'examen actuel du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Notamment, un document de travail intitulé « *No-first-use of Nuclear Weapons Initiative* »⁵ a été soumis par la délégation chinoise lors de la deuxième session du comité préparatoire à la prochaine conférence d'examen du Traité, qui s'est tenue à Genève du 22 juillet au 2 août 2024. La Chine y encourage tous les États dotés de l'arme nucléaire (P5) à négocier et à conclure un traité sur un « *non-usage en premier mutuel des armes nucléaires* » ou à publier une déclaration politique en ce sens. Ce n'était pas inédit. Dès 1994, le pays – qui avait rejoint le TNP deux années auparavant⁶ – avait soumis un « *projet de traité sur le non-usage en premier des armes nucléaires* » aux quatre autres États dotés.

Or, le projet ne figure pas dans la « *Proposition de la République populaire de Chine sur la réforme et le développement de la gouvernance mondiale* » présentée au mois de septembre 2023, alors que deux paragraphes sont consacrés dans ce texte aux armes nucléaires et à la réduction des risques. Les commentateurs s'étaient interrogés sur l'abandon par la Chine du non-emploi en premier dans sa proposition⁷ alors même que le directeur général du département de maîtrise des armements du ministère des Affaires étrangères Sun Xiaobo avait rappelé à la conférence d'examen du TNP le mois précédent la formule officielle selon laquelle son pays ne serait pas « *le premier à utiliser des armes nucléaires à tout moment et en toutes circonstances* ». Était-ce une omission ou un signalement augurant d'un revirement déclaratoire puis, peut-être doctrinal ?

⁴ Cet article est le premier volet d'une série sur le non-emploi en premier chinois à suivre dans les prochains numéros du bulletin.

⁵ *No-first-use of Nuclear Weapons Initiative*, Document de travail soumis par la Chine, [NPT/Conf.2026/PC.II/WP.33](#), 12 juillet 2024.

⁶ La Chine a rejoint le TNP comme EDAN en mars 1992 après avoir adhéré au début de la même année au Régime de contrôle de la technologie des missiles (acronyme anglo-saxon MTCR).

⁷ Sari Arho Havrén, *China's No First Use of Nuclear Weapons Policy: Change or False Alarm?*, [RUSI](#), 13 octobre 2023.

Au même moment, l'augmentation rapide de l'arsenal stratégique chinois était sur toutes les lèvres du fait de la diffusion des dernières prévisions annuelles officielles du département de la Défense américain dans le *2023 China Military Power Report*⁸ présenté au Congrès le 19 octobre 2023. Selon ce document, Pékin disposait alors déjà de plus de 500 ogives nucléaires opérationnelles, ce chiffre étant en passe de « dépasser certaines de nos prévisions antérieures »⁹. Depuis lors, le chiffre de 1000 ogives opérationnelles à l'horizon 2030 s'est répandu dans la communauté stratégique occidentale, ce qui demeure *stricto sensu* une hypothèse. Dans ce contexte, l'on peut raisonnablement penser que le renouvellement de la proposition chinoise de traité international sur le non-emploi en premier l'été dernier a au moins une dimension diplomatique utile, en particulier à l'attention du mouvement des pays non alignés et des pays africains.

Habituellement présenté comme la pierre angulaire de la politique nucléaire chinoise depuis l'accession du pays au statut d'État doté en octobre 1964¹⁰, le non-emploi en premier donne rarement lieu à des débats ouverts au sein de la communauté stratégique chinoise. Quand les experts et les responsables officiels ont le loisir d'aborder le sujet avec leurs homologues occidentaux, ce n'est pas pour ouvrir un échange sur l'évolution du non-emploi en premier depuis son origine. Au contraire, le non-emploi en premier est le plus souvent postulé comme un dogme vis-à-vis duquel il s'agit de se positionner en étant pour ou en étant contre, quelle que soit l'évolution du contexte stratégique régional et international depuis soixante ans ou celle de la force de dissuasion chinoise depuis les années 1980. Les mêmes experts et responsables continuent donc d'affirmer que cet élément de politique déclaratoire demeure central dans la stratégie nucléaire, notamment parce qu'elle est profondément ancrée dans la culture stratégique du pays.

Il y a là une dimension politico-culturelle qui tend à être minimisée dans le public occidental, laquelle avait été prudemment rappelée par l'analyste américain Brad Roberts dans un ouvrage paru en 2021. Selon son estimation d'alors, « nous ne pouvons pas savoir à l'heure actuelle si les traditions de la Chine en matière de politique nucléaire s'estomperont avec le temps et l'amélioration des capacités. Les origines de l'engagement de la Chine en faveur du non-usage en premier (...) sont profondément enracinées dans la culture des dirigeants des années 1940 et 1950 et donc dans l'environnement de sécurité tel qu'il était perçu à l'époque par Pékin. De tels raisonnements sembleront-ils appropriés aux dirigeants chinois un siècle plus tard ? »¹¹

Cela étant, le manque d'ouverture du débat stratégique national n'indique pas que ce débat est inexistant. Dans un article écrit en 2017 et publié l'année suivante par le *Journal for Peace and Nuclear Disarmament*, le général à la retraite de l'APL Pan Zhenqiang reconnaissait l'existence d'un débat national. Estimant que c'était là un juste retour du développement économique accéléré du pays sur les politiques stratégiques, il en révélait deux orientations principales à ses yeux, y compris s'agissant du

⁸ *2023 Report on the Military and Security Developments Involving the People's Republic of China*, [Department of Defense](#), 19 octobre 2023.

⁹ Jim Garamone, *DOD Report Details Chinese Efforts to Build Military Power*, [DOD News](#), Département de la défense des États-Unis, 19 octobre 2023.

¹⁰ Tir nom de code 596, site d'essai nucléaire de Lop Nor, 16 octobre 1964. Le même jour, le gouvernement chinois annonçait que le pays ne serait « pas le premier à utiliser des armes nucléaires, à tout moment et en toutes circonstances » (« Déclaration de la République populaire de Chine du 16 octobre 1964 », *Quotidien du peuple*, 17 octobre 1964).

¹¹ Brad Roberts, « China's Strategic Future », *China's Strategic Arsenal*, Georgetown University Press, p. 245, 2021.

questionnement sur la validité du non-emploi en premier à l'avenir¹². Selon la première, émanant d'un nombre minoritaire d'experts, la Chine devrait abandonner son non-emploi en premier en même temps que ses armes nucléaires pour rejoindre les États non dotés au sens du TNP. Un tel courant fleurit dans les années 1990 et au début des années 2000 avant de s'estomper. Selon la seconde diamétralement opposée, la politique de non-emploi en premier a échoué : elle n'a pas empêché les États-Unis de contenir la montée en puissance stratégique du pays ; elle n'a pas amélioré son environnement sécuritaire régional ; elle met Pékin dans une situation de passivité en cas de conflit avec les États-Unis à propos de Taïwan ; au contraire, la politique de non-emploi en premier devrait être remplacée par une politique d'emploi en premier plus en phase avec les réalités stratégiques du monde contemporain. Ce courant aurait tendance à faire des émules depuis le début de la décennie 2010 dans le cadre d'une réflexion sur la normalisation du statut stratégique de la Chine dans le monde, qui gagne du terrain mais demeure minoritaire, y compris au sein de l'APL. Et l'auteur de conclure : « *bien que des voix divergentes aient parfois appelé à une modification de la politique de non-emploi en premier de la Chine, rien n'indique que ces opinions aient beaucoup influencé la prise de décision du gouvernement jusqu'à présent.* »¹³

Selon l'ancien général de l'APL, pour abandonner sa politique de non-recours en premier, « *la Chine devrait considérablement développer son arsenal nucléaire, ce qui donnerait lieu à une nouvelle course aux armements avec les États-Unis.* »¹⁴ C'est du reste la raison principale pour laquelle ce serait une erreur selon la majorité de la communauté stratégique chinoise. Celle-ci se réfère au précédent soviétique ainsi qu'à un risque d'instabilité stratégique accru. Serait-ce une question de maturation de la pensée dominante en même temps que les capacités stratégiques du pays s'accroissent en se modernisant, et donc une question de temps ?

Pour une partie importante de l'expertise, notamment au sein de la *China Arms Control and Disarmament Association* (CACDA), l'enjeu est désormais de renforcer le non-emploi en premier chinois en cherchant à convaincre des conditions qui le rendent crédible et apte à être partagé. Si la question a pu se poser aux États-Unis au début de la décennie 2010 dans certains milieux¹⁵, rien n'indique que le débat partisan puisse désormais évoluer dans le sens du non-emploi en premier à Washington : « *la dynamique à Washington va dans le sens d'une dépendance accrue à l'égard des armes nucléaires pour la gestion de crises limitées. Il est peu probable que les États-Unis adoptent un engagement de non-emploi en premier dans un avenir prévisible* »¹⁶. Dans la pensée stratégique française, ce serait d'être stratégiquement crédible qui augmenterait le risque associé à une politique de non-emploi en premier. En effet, selon la conception française de la dissuasion nucléaire, un non-emploi en premier crédible et perçu comme tel par les adversaires de l'État qui le proclame ouvrirait logiquement une brèche de vulnérabilité dans la dissuasion de cet État, lequel verrait son système de dissuasion nucléaire devenir soudainement inopérant face à toute menace d'attaque conventionnelle d'une ampleur inhabituelle.

¹² Voir Pan Zhenqiang, « A Study of China's No-First-Use Policy on Nuclear Weapons », [Journal for Peace and Nuclear Disarmament](#), vol. 1, n° 1, 2018, pp. 115–136.

¹³ Ibid. p. 132.

¹⁴ Ibid. p. 132.

¹⁵ Comme l'examen de posture nucléaire (*Nuclear Posture Review*, NPR) de 2010, par exemple, a pu le laisser penser.

¹⁶ Adam Mount, « No First Use Can Still Help to Reduce US-China Nuclear Risks », [Journal for Peace and Nuclear Disarmament](#), vol. 7, n° 1, 2024.

Quant à la posture russe depuis le lancement de la deuxième campagne d'Ukraine au mois de février 2022, son ambiguïté instrumentale dit assez que le Kremlin n'est pas prêt à endosser une politique de non-emploi en premier dans un avenir prévisible.

Le non-emploi en premier chinois est un sujet de réflexion dynamique. Il convient aussi de rappeler que c'est d'abord un élément de politique déclaratoire. À ce titre, il s'agit d'une position rhétorique ou d'une déclaration d'intention. La première question à se poser est donc légitimement celle de l'impact d'une politique déclaratoire sur la scène stratégique internationale et inversement, de la part de ce qui n'est pas déclaré dans la réalité d'une posture stratégique. Autrement dit, ce n'est pas tant le non-emploi en premier qui doit être visé comme objectif ou comme interdit que la cohérence du non-emploi en premier dans une politique nucléaire complète. Si un non-emploi en premier est cohérent avec la réflexion stratégique dans laquelle il a sa place et peut être compris, alors c'est un facteur de stabilité stratégique. De ce point de vue, l'environnement dans lequel le non-emploi en premier chinois est né et s'est développé est ce qui l'a rendu spécifique, compréhensible, peu préoccupant. À l'inverse, le risque de distorsion entre une posture déclaratoire conservatrice, une réalité capacitaire très évolutive et une emprise stratégique beaucoup plus forte du pays sur son environnement indique sinon une incohérence au moins une tension au sein même de la posture, ce qui la rend moins prévisible. Quelle que soit sa forme ou le lieu d'où elle émane, la préoccupation stratégique autour du non-emploi en premier reflète la transition dans laquelle progresse la pensée stratégique chinoise.

2. **Penser l'escalade nucléaire : l'héritage de Proud Prophet**

Par Bruno Tertrais

En juillet 1983 eut lieu aux États-Unis un important wargame longtemps resté inconnu jusqu'à sa révélation dans l'ouvrage de Paul Bracken *The Second Nuclear Age* (2012).

Bracken en fait un moment clé de la Guerre froide, de par son ampleur, sa durée – deux semaines – et la liberté « d'action » donnée aux « joueurs », dont, de manière masquée (sans que les autres joueurs le sachent), le Secrétaire à la défense et le Président du Comité des Chefs d'état-major. De fait, *Proud Prophet*, conçu par Tom Schelling et Phil Karber, alla jusqu'à des frappes stratégiques massives des deux côtés.

Dans un long article publié par le *New York Times*, William Langewiesche – qui s'était fait connaître il y a une quinzaine d'années par une excellente enquête sur le réseau proliférant Khan – revient sur cet épisode en y ajoutant des détails inédits à notre connaissance.¹⁷ Le scénario commença par une attaque biologique non signée contre l'Allemagne de l'ouest, qui dégénère en conflit Est-Ouest avec l'emploi massif d'armes chimiques par le Pacte de Varsovie. Hambourg étant menacée, l'Amérique autorise le tir de 11 obus d'artillerie nucléaire. Moscou riposta de la même manière. L'escalade est lente mais inexorable en dépit de l'usage quotidien d'un « téléphone rouge » entre les deux « capitales », qui voient chaque partie insister sur la nature militaire des cibles qu'elles frappent avec des

¹⁷ William Langewiesche, « The Secret Pentagon War Gam That Offers a Stark Warning for Our Times », [The New York Times](#), 2 décembre 2024.

moyens nucléaires. Au bout de quelques jours, Washington a employé des armes stratégiques contre les installations militaires de Kaliningrad. Selon l'un des concepteurs (Phil Karber), après une semaine, plus aucune distinction n'existait, dans les faits, entre objectifs « militaires » et objectifs « civils ». À la fin du jeu, les territoires russe (hors Kaliningrad) et américain sont épargnés, mais un grand nombre de villes occidentales ont disparu. Les pertes excèdent celles de la Seconde Guerre mondiale. Les participants sont « *choqués* » (sic) par les résultats.

Il n'est pas totalement certain que cet épisode ait véritablement été fondateur, car ce n'était ni la première fois ni la dernière que des responsables américains tentaient de concevoir, autour d'un scénario, l'issue d'une escalade nucléaire. À la même époque, d'ailleurs, des exercices « réalistes » se tenaient régulièrement à l'OTAN, notamment le grand exercice d'hiver WINTEX, qui se terminait fréquemment par un (ou deux) emplois de l'arme nucléaire par l'Alliance atlantique et le « rétablissement de la dissuasion ». (L'ancien responsable du Pentagone Richard Perle ironisait d'ailleurs sur le « miracle de Noël », laissant entendre que l'Alliance prenait ses désirs pour des réalités.) On note par ailleurs que le discours de Ronald Reagan sur la « guerre des étoiles » avait déjà eu lieu plusieurs mois auparavant.

Toutefois, l'exercice pourrait avoir conforté l'administration Reagan dans sa volonté de reculer autant que possible le seuil nucléaire, et freiné les ardeurs de ceux qui envisageaient l'hypothèse d'une « guerre nucléaire prolongée », hypothèse justement traitée l'année précédente (1982) dans la doctrine signée par le même Secrétaire à la défense...

De tels exercices sont devenus rares aux États-Unis, et ceux qui sont joués au niveau des responsables le sont encore plus. On peut rappeler, notamment, celui qui avait eu lieu à la fin de l'administration Obama – révélé par Fred Kaplan dans son ouvrage *The Bomb* (2020) – et qui avait vu les responsables gouvernementaux moins inhibés à l'usage de l'arme nucléaire, dès lors qu'il s'agissait de maintenir la « réputation » des États-Unis, que ne l'étaient leurs propres collaborateurs.

À un moment où l'intérêt grandit pour les questions de stratégie nucléaire, et où l'hypothèse d'un emploi limité de l'arme nucléaire revient régulièrement dans les débats, de tels exercices semblent moins irréalistes que le scénario proposé par Annie Jacobsen dans son récent ouvrage *Nuclear War*¹⁸.

Dans un court commentaire volontairement provocateur, l'analyste britannique Phillips O'Brien suggère, pour rendre les *wargames* plus réalistes, que « *tous ceux qui jouent devraient partir du principe que s'ils procèdent à l'escalade nucléaire au cours du jeu, il y a une probabilité d'au moins 50% que lorsque le jeu se termine et qu'ils rentrent chez eux, leur famille et leurs proches seront tous réellement morts* ». ¹⁹

Sans aller jusqu'à embrasser cette proposition, on peut dire que quelle que soit la méthode employée et les conditions de jeu, les responsables politiques actuels, qui pour nombre d'entre eux n'ont pas

¹⁸ Bruno Tertrais, « La guerre nucléaire est-elle possible ? À propos du livre d'Annie Jacobsen "Guerre nucléaire. Un scénario" », [Note de la FRS n°21/2024](#), 2 octobre 2024.

¹⁹ Phillips O'Brien, « War Games and Nuclear Weapons: A Modest Proposal », [Substack](#), 3 décembre 2024.

connu la Guerre froide, ont sans doute tout intérêt à tenter de « se mettre en situation », d'une manière ou d'une autre, pour se préparer mentalement aux circonstances extrêmes qui verraient le franchissement par un acteur du seuil nucléaire. Il peut sembler inquiétant, à cet égard, que dans les *think-tanks* américains, la majorité des exercices visant à imaginer le déroulement d'une guerre sino-américaine du fait d'une invasion de Taïwan aient tendance à « mettre de côté » la dimension nucléaire.

QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES

1. *Que savons-nous de l'Orechnik ?*

Par Emmanuelle Maitre

Le 21 novembre 2024, la Russie a visé le complexe industriel de PA Pivdenmash/Yushmash, à Dnipro, avec un nouveau missile annoncé par les autorités russes comme l'Orechnik²⁰ (noisetier). De nombreuses spéculations ont été publiées concernant le système, qui reste encore largement méconnu. Plusieurs hypothèses peuvent néanmoins être faites sur la frappe du mois de novembre et les technologies impliquées.

Au vu des informations disponibles, il apparaît que le tir a été réalisé depuis le site d'essai de Kapustin Yars, ce qui semble indiquer un système en cours de développement et non pas déjà déployé. Il aurait volé sur une distance d'environ 900 km avant de larguer six têtes indépendantes emportant chacune six sous-munitions. Il a été rapporté que le missile aurait été utilisé pour réaliser de multiples impacts en utilisant la force cinétique et sans charge explosive²¹.

D'un point de vue opérationnel, il a été noté que bien que le système soit confié aux forces des missiles stratégiques, ses modalités d'emploi semblaient davantage s'inspirer de celles du SS-26 / Iskander-M et ne pas nécessiter les infrastructures nécessaires pour les ICBM Yars ou Topol²².

Immédiatement après le tir, les États-Unis ont indiqué que le missile utilisé était un dérivé du RS-26 Rubezh, et que la Russie avait notifié les États-Unis préalablement à son utilisation²³. Le lendemain, les autorités russes se sont exprimées sur le sujet. Le porte-parole du Kremlin Dimitri Peskov a affirmé que bien que cela ne soit pas requis d'un point de vue légal, une pré-notification automatique avait bien été émise via le NRRC (*National Center for Nuclear Threat Reduction*).²⁴ Poutine a souligné le caractère nouveau du système²⁵. Il a également signalé que le système allait entrer en production de masse, était déjà en cours de déploiement avec un certain nombre de systèmes produits, et qu'il serait opéré

²⁰ Ou Oreshnik

²¹ Robert Greenall et Chris Partridge, « What we know about Russia's Oreshnik missile », [BBC](#), 22 novembre 2024.

²² Dimitry Stefanovich, « Oreshnik IRBM: What We Know and What We Don't Know », [RIAC](#), 4 décembre 2024.

²³ Deputy Pentagon Press Secretary Sabrina Singh Holds a Press Briefing, [U.S. Department of Defense](#), 21 novembre 2024.

²⁴ Kremlin clarifies notification process for Oreshnik missile launch, [TASS](#), 22 novembre 2024.

²⁵ « Putin praises new Oreshnik missile used against Ukraine », [Associated Press](#), 22 novembre 2024.

par les forces de missiles stratégiques russes (RVSN). Le nombre de 25 missiles produits par an a été mis en avant comme probable²⁶.

Pour rappel, le RS-26 Rubezh était à l'origine un programme de modernisation de l'ICBM RS-24 Yars. Si la Russie l'avait annoncé comme un système stratégique au sens des traités de maîtrise des armements, des sources occidentales ont soupçonné que plusieurs essais avaient été réalisés à des portées inférieures à 5 500 km et que le système était davantage conçu comme un IRBM par la Russie²⁷. TASS avait annoncé la suspension du programme en 2017 pour une période de 10 ans, permettant selon le média russe de focaliser les investissements sur les systèmes hypersoniques²⁸.

Bien que les autorités russes insistent sur le caractère novateur du système, beaucoup d'experts jugent très probable qu'il soit inspiré d'un programme antérieur. L'observation de débris a permis à certains d'estimer qu'il ne s'agissait sans doute pas du Rubezh, en raison d'un diamètre trop faible²⁹. D'autres programmes datant de l'ère soviétique pourraient avoir été utilisés pour l'Orechnik, en particulier le 15Zh59 Kuryer, conçu pour rivaliser avec le missile américain Midgetman. Tout en ambitionnant une portée intercontinentale, il était de taille très réduite (11,2 mètres de long et 1,36 mètre de diamètre)³⁰. Le 15Zh66 Skorost a également été mentionné, un IRBM dont le déploiement était envisagé pour les États du Pacte de Varsovie et qui utilisait des étages du SS-27 Topol et du SS-20³¹. En l'absence d'images du missile, il est impossible d'acquiescer une certitude sur son origine et les technologies employées et la genèse du programme. Des questions se posent en particulier sur le véhicule de réentrée, qui a pu être qualifié d'hypersonique dans la presse russe, sans que l'on sache s'il est composé d'un planeur manœuvrant, de têtes multiples indépendantes ou d'un bus portant plusieurs têtes et des leurres³².

Enfin, la terminologie n'est pas dénuée d'ambiguïté puisque l'agence de renseignement militaire ukrainien a laissé entendre que le nom « Orechnik » ne désignait que le prototype d'un système de moyenne portée à vocation nucléaire baptisé « Kedr » (Cèdre)³³.

Au vu d'absence de missions spécifiques apparentes dans la frappe de Dnipro, le caractère politique de la frappe a été souligné, plus évident que son intérêt militaire. En effet, l'accroissement de la distance risquait de réduire la précision de la frappe par rapport à des SS-26 / Iskander-M utilisés généralement par Moscou depuis le début du conflit pour ce type de cible³⁴. De plus, le coût du système est également supérieur à d'autres systèmes d'armes capables d'infliger des dégâts similaires. Par ailleurs, si l'Orechnik est sans doute particulièrement difficile à intercepter, le taux d'interception des

²⁶ Jeffrey Lewis, [Blue Sky](#), 12 décembre 2024.

²⁷ Joseph Trevithick, « Russia Halts Years of Work on Ballistic Missile to Pay for Hypersonic Weapons », [The War Zone](#), 24 mars 2018.

²⁸ Ibid.

²⁹ Timothy Wright, [X](#), 21 novembre 2024.

³⁰ Michael Duitsman, [X](#), 21 novembre 2024.

³¹ Michael Duitsman, op. cit.

³² Joseph Trevithick, « Russia's Experimental Ballistic Missile Used to Strike Ukraine Is Based on the RS-26 Rubezh », [The War Zone](#), 21 novembre 2024.

³³ Maryna Kulakova et Tetiana Frolova, « Oreshnik or Kedr: Ukrainian Intel Chief Explains Confusion Over the Name of Russia's New Ballistic Missile », [United24](#), 22 novembre 2024.

³⁴ Sidharth Kaushal et Matthew Savill, « The Oreshnik Ballistic Missile: From Russia with Love? », [RUSI](#), 10 décembre 2024.

Iskander est resté sous les 5% depuis le début du conflit. Enfin, si le tir avait une vocation expérimentale, l'utilisation d'une cible réelle en territoire ennemi est sous-optimale dans la mesure où il est impossible d'effectuer de nombreux relevés et mesures³⁵.

La politisation de la frappe a été visible dans le discours du Kremlin : Poutine a comparé l'impact à celui d'une météorite, a menacé de l'utiliser pour réduire Kiev en cendres³⁶, et a indiqué qu'« *un nombre suffisant de ces armes de pointe éliminerait le besoin d'utiliser des armes nucléaires* »³⁷. Enfin, le calendrier de déploiement annoncé, à la mi-2025, pourrait sous-entendre que V. Poutine se réservera la possibilité de relancer ses propositions de moratorium sur les forces à portée intermédiaire après l'entrée en fonction de l'administration Trump³⁸.

Dans l'immédiat, Alexander Lukashenko a déjà fait connaître son intention d'héberger des Orechnik, indiquant se préparer à un déploiement d'ici au premier semestre 2025, information corroborée par la Russie. Le dirigeant biélorusse a indiqué qu'il serait autorisé à choisir les cibles lui-même, mais Moscou a précisé que les armes resteraient sous son contrôle et qu'une décision d'emploi serait prise de manière conjointe³⁹.

³⁵ Maxim Starchak, « Russia's Hypersonic Missile Attack on Ukraine Was an Attempt at Blackmail », [Carnegie Politika](#), 29 novembre 2024.

³⁶ Matthew Powell, « Introducing the Oreshnik missile: Vladimir Putin's not-so-secret weapon », [The Conversation](#), 2 décembre 2024.

³⁷ « Oreshnik missiles to eliminate need for nuclear weapons, Putin says », [TASS](#), 10 décembre 2024.

³⁸ Dmitry Stefanovich, [X](#), 7 décembre 2024.

³⁹ « Belarus says it has dozens of Russian nukes, is ready for new missile », [Voice of America](#), 10 décembre 2024.

PUBLICATIONS ET SEMINAIRES

1. « **Fact-checking** » : un curieux document de Sciences Po

Par Bruno Tertrais

Sciences Po publie un curieux document intitulé : « *Fact-Checking : 5 erreurs sur les armes nucléaires avec le chercheur Benoît Pelopidas* ». ⁴⁰ Alors qu'il prétend rétablir des « faits » sur la question, il se livre à une analyse contestable, voire biaisée, dont on peine à croire qu'elle répond aux canons de la recherche académique que l'auteur se targue de respecter.

Deux des cinq affirmations discutées sont peu contestables. Ainsi en est-il de la troisième, « *Il est faux d'affirmer que si les Ukrainiens avaient conservé leurs armes nucléaires, ils n'auraient pas été envahis* », et de la quatrième, « *Les agressions conventionnelles couvertes par les menaces nucléaires ne sont ni nouvelles ni uniquement russes* ».

Les trois autres, en revanche, suscitent la perplexité.

La première affirmation s'intitule « *Il n'y a pas de 'parapluie nucléaire' : la dissuasion nucléaire n'est pas une source de protection* ».

L'auteur prend à la lettre les notions de « protection » et de « parapluie nucléaire ». « *Même si l'on souhaite qu'il ne pleuve pas, la raison d'être du parapluie consiste à nous maintenir à l'abri de la pluie si elle se mettait à tomber* ». Dans les faits, la « dissuasion » est justement opposée à la « protection ». L'auteur confond description et métaphore, réalité et concept.

De plus, il affirme tout de go : « *Ce que la dissuasion nucléaire promet, ce sont des représailles ayant pour effets prévisibles **des centaines de milliers de morts parmi les civils*** ». Il suggère ainsi, contre toute évidence, que le seul mode de rétorsion nucléaire possible est une frappe massive et/ou ayant des effets indirects considérables sur les populations.

De manière encore plus problématique, il prend à témoin l'incursion de Koursk, ainsi que la tentative de récupération des Malouines par l'Argentine, pour évoquer les limites de la dissuasion nucléaire : « *L'incursion de l'armée ukrainienne sur le territoire russe nous rappelle ainsi que les armes nucléaires ne suffisent pas à protéger le territoire de l'État doté contre toute forme d'agression. La guerre des Malouines est un précédent clair d'un État non nucléaire – l'Argentine – attaquant le territoire d'un État doté d'armes nucléaires – le Royaume-Uni* ». Il feint (?) ainsi de ne pas savoir que la Russie n'a jamais promis une riposte nucléaire dès le premier kilomètre envahi, et que le Royaume-Uni n'avait jamais inclus ses territoires d'outremer dans le champ de sa dissuasion nucléaire.

⁴⁰ « Fact-Checking : 5 erreurs sur les armes nucléaires avec le chercheur Benoît Pelopidas », [Sciences Po](#), 28 novembre 2024.

Plus loin, il rappelle que l'on trouve « **des cas d'attaque d'États dotés d'armes nucléaires par des États non dotés**. Ainsi, en 1950, les troupes de la République populaire de Chine n'ont pas été dissuadées par l'arsenal américain d'attaquer la Corée ; en 1973, l'Égypte et la Syrie ont attaqué Israël alors que sa capacité nucléaire était connue ; en 1979, le Vietnam a mené une guerre contre la Chine nucléaire ; en 1990, l'Irak a ignoré les menaces nucléaires américaines, comme la Serbie en 1999 ». Ici encore, l'auteur suggère implicitement que la dissuasion nucléaire couvre tous les cas d'attaque ou d'agression militaire – ce qui est faux. De plus, les cas cités sont très différents les uns des autres : l'Amérique n'avait pas accordé de protection nucléaire à la Corée ; l'Égypte et la Syrie n'avaient pas envahi le territoire israélien reconnu ; l'incursion vietnamienne était limitée ; Washington n'avait (délibérément) pas proféré de « *menaces nucléaires* » explicites à l'encontre de l'Irak, et ses avertissements concernaient exclusivement l'hypothèse de l'emploi d'armes « de destruction massive ». ⁴¹

La deuxième affirmation est libellée « *L'arme nucléaire n'est pas une arme de non-emploi* ». L'auteur se réfère à une expression qui est en fait associée de manière quasi-exclusive au discours français, et qui surtout n'apparaît plus guère dans ce discours, précisément pour la raison avancée par l'auteur, à savoir que « l'emploi doit rester possible ».

De plus, il associe les essais à « l'emploi ». Ce sophisme lui permet de rappeler... une évidence que personne ne conteste : de nombreuses explosions nucléaires eurent lieu au cours de la Guerre froide. (« *Contrairement à l'idée de non-emploi qui suggère que ces armes n'ont plus explosé depuis Nagasaki en 1945, l'historien Robert Jacobs nous rappelle que « la Guerre froide était une période au cours de laquelle des armes nucléaires explosaient continuellement ».*)

La cinquième affirmation s'intitule « *Certaines explosions nucléaires ont été évitées par chance et non par dissuasion nucléaire* ». L'auteur y affirme que « *C'est grâce à la **défaillance de procédures de contrôle** – désobéissance de membres de la chaîne de commandement et/ou défaillance technique des armes – ou grâce à l'**intervention de paramètres extérieurs** aux procédures de contrôle que certaines explosions n'ont pas eu lieu* ». Il prétend ainsi trancher de manière définitive un débat historique complexe dans lequel la notion même de « chance » reste discutée. ⁴²

Cette suite de sophismes fait peu honneur à la qualité scientifique dont se prévaut l'institution à laquelle l'auteur appartient.

⁴¹ S'agissant de « la Serbie en 1999 », on voit mal à quoi l'auteur se réfère.

⁴² En outre, il suggère qu'aucun cas d'incident grave n'est connu chez d'autres États nucléaires que les États-Unis et la Grande-Bretagne, alors que l'incident d'Orange (1966, décollage par erreur d'un Mirage-IV armé) est de notoriété publique.

CALENDRIER

Prochains événements et webinaires :

- **21-22 avril 2025** : 2025 Carnegie International Nuclear Policy Conference, [Carnegie Endowment for International Peace](#), Washington et en ligne